

# DU RAPPORT ENTRE LES AFFECTS ET LE DROIT

<p><b>THÉMATIQUES / ARTICLES DE LA DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME CONCERNÉS</b> Discriminations Liberté d'expression Article 18 Article 19</p>	<p><b>OBJECTIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Faire prendre conscience de la différence qui existe entre une réaction émotionnelle spontanée et l'application de principes.</li> <li>Développer l'esprit critique et la capacité d'argumentation.</li> </ul>	<p><b>MÉTHODOLOGIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Débat</li> </ul>
<p><b>COMPÉTENCES D'EPC DÉVELOPPÉES</b> Compétences terminales deuxième cycle du secondaire : 2.1.5 et 3.1.5.</p>		
<p><b>NIVEAU</b> 3<sup>e</sup> degré du secondaire</p>	<p><b>MATÉRIEL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une copie du texte de Christiane Taubira figurant dans cette fiche</li> </ul>	
<p><b>COMPLEXITÉ</b> Niveau 3</p>		
<p><b>DURÉE</b> 50 minutes</p>		

## Remarque préliminaire

Cette activité consiste à lancer un débat à partir de l'analyse d'un extrait de l'essai *Nous habitons la Terre* de Christiane Taubira.

## DÉROULEMENT

### ÉTAPE 1 - Découverte et lecture de l'œuvre

- Introduire le texte sur lequel s'appuiera le débat. Il s'agit d'un extrait d'un essai de Christiane Taubira intitulé *Nous habitons la Terre*, paru en 2017.
- Présenter succinctement Christiane Taubira, femme politique française de gauche, ancienne Garde des Sceaux (ministre de la Justice), surtout connue pour avoir défendu et fait voter la loi dite « mariage pour tous » donnant accès au mariage aux personnes homosexuelles.

- Expliquer que l'extrait que les élèves vont découvrir ne porte pas sur cette question, mais s'inscrit dans la critique que l'auteur fait des positions prises par certains Français en ce qui concerne l'interdiction du port du voile sur le territoire hexagonal. Certains maires avaient souhaité interdire, sur les plages municipales, le port de ce que l'on a appelé « *burkini* » (contraction de « *burka* » et « *bikini* » pour désigner un maillot de bain qui couvre la majeure partie du corps de la femme). Christiane Taubira prend ici la défense des juges qui avaient annulé ces décisions. Les droits humains doivent prévaloir, selon elle, sur le fait que l'on aime ou n'aime pas ce que les autres font de leur liberté.
- Distribuer un exemplaire du texte ci-après par élève. Laisser le temps d'en prendre connaissance et le lire tout haut.

*« Il arrive que des choses, des comportements, des propos nous dérangent, nous irritent, nous intriguent, nous exaspèrent même dans l'espace public. Mais l'espace public n'est pas celui de nos affectivités blessées, de nos contrariétés tranchantes, de nos partialités impatientes, de nos intolérances rugissantes, aussi légitimes que puissent être nos sentiments ou les rancœurs qui se seraient mis à ronger des certitudes jusque là bien placides. L'espace public est celui de la République. Il est donc régi par nos lois et nos règles – qui ne peuvent juste valser au gré de nos agacements. C'est à l'épreuve de la pluralité que se mesure l'idée de citoyens égaux, dotés des mêmes droits, soumis aux mêmes obligations. »*

Références : Christiane Taubira, *Nous habitons la Terre*, Philippe Rey, 2017, pp. 94 et 95

## ÉTAPE 2 - Débat en sous-groupes

Les élèves se réunissent en petits groupes. Chacun de ceux-ci reçoit l'une des situations suivantes (qui ont en commun qu'il déplaît à une partie de la population de s'y trouver confronté) et établit la liste des arguments qui peuvent être mobilisés en faveur et en défaveur de l'interdiction dans les lieux publics.

- Porter des tatouages et piercings visibles en rue
- Porter une écharpe de supporter d'Anderlecht en rue
- Des homosexuel·le·s s'embrassent en rue
- Porter une burqa en rue
- Se promener nu en rue
- Faire l'amour en rue

Les groupes réfléchissent pendant une quinzaine de minutes avant de communiquer aux autres le fruit de leurs débats.

## ÉTAPE 3 - Conclusion pour fixer les acquis

- L'ensemble des groupes se retrouvent en plénière.
- Chaque cas est traité l'un après l'autre.
  - a. On cite le cas.
  - b. Les élèves s'expriment (voir quelques techniques d'expression en annexe) sur leur opinion spontanée, « à chaud ». Faut-il interdire cette pratique en rue ?
  - c. On écoute les arguments pour et contre qui ont été identifiés par le groupe.
  - d. Les élèves peuvent en ajouter d'autres.
- Une fois toutes les assertions passées, l'échange d'opinions se poursuit en plénière.
- *Qu'est-ce qui différencie exactement les différentes options proposées, et qui justifierait un traitement différencié par le législateur ? Le fait qu'une pratique « nous dérange » suffit-il à l'interdire ? N'y a-t-il pas une part d'arbitraire dans ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas ?*

## Action

Il est possible de terminer cette activité en expliquant la situation d'un prisonnier d'opinion ou d'un défenseur des droits humains menacé soutenu par Amnesty International et en proposant aux élèves de faire un dessin ou d'écrire un message de soutien à cette personne. Des cartes postales à adresser à des individus en danger dont les droits humains ont été bafoués peuvent être commandées gratuitement auprès du programme jeunesse d'Amnesty International Belgique francophone.

Pour connaître les propositions d'actions en cours du programme jeunesse et commander le matériel lié à ces actions, rendez-vous sur [www.amnesty.be/inscriptions](http://www.amnesty.be/inscriptions)

## Infos utiles

- Pour télécharger la Déclaration universelle des droits de l'homme en version simplifiée ou la commander (affiche de la Déclaration universelle des droits de l'homme en version simplifiée ou passeport des droits humains contenant la version intégrale de la Déclaration universelle des droits de l'homme) : [www.amnesty.be/dudhjeunes](http://www.amnesty.be/dudhjeunes)
- Pour vous aider à préparer au mieux cette activité, nous vous conseillons de consulter au préalable notre dossier pédagogique *Regards sur Amnesty International et les droits humains*, notre dossier pédagogique *La liberté d'expression* ([www.amnesty.be/dossierspedagogiques](http://www.amnesty.be/dossierspedagogiques)), ainsi que nos documents d'approfondissement sur les grands principes fondamentaux qui traversent toute la Déclaration universelle des droits de l'homme ([www.amnesty.be/plateforme](http://www.amnesty.be/plateforme)).

## ANNEXES/DOCUMENTS DE L'ACTIVITÉ

### TRUCS ET ASTUCES POUR L'ANIMATION D'UN DÉBAT

#### Disposition des participants

Il est préférable que les participants soient disposés en cercle. S'il y a des observateurs, ils se mettent dans un second rang pour ne pas interférer. En outre, il est également conseillé d'occuper – si possible – un autre local que la salle de classe « *ordinaire* » ce qui favorise le fait que les élèves portent moins les « *rôles* » qui sont habituellement les leurs au sein du groupe.

#### Pour que les élèves prennent position

Il est parfois utile, avant un débat, de demander aux élèves d'exprimer leur position sur un sujet. Le tour de table est possible, mais il consomme souvent beaucoup de temps et présente le risque que certains ajustent leur propos à ce que les précédents ont dit. Pour éviter cette manifestation de « *suivisme* », on peut privilégier des techniques dans lesquelles tous les participants s'expriment en même temps. Cette expression peut se faire de plusieurs façons, selon les caractéristiques du groupe et la place dont on dispose.

Le **débat mouvant** demande aux participants de se lever et de stationner, physiquement, sur une ligne, plus ou moins près de deux extrêmes correspondant respectivement à une adhésion parfaite et une opposition totale à une proposition. Chacun doit se positionner, fût-ce entre les deux pôles. Dans cette technique, l'animateur interroge quelques participants sur leur positionnement. Les arguments invoqués nourrissent la réflexion des autres qui peuvent, en fonction des arguments entendus, se déplacer à mesure que leur avis évolue.

Les **doigts ouverts** demandent aux participants, au signal de l'animateur, de lever les mains en l'air en tendant un nombre de doigts proportionnel à son adhésion à une proposition. Une totale adhésion correspond à une adhésion parfaite, et deux poings fermés à une opposition totale. Le fait que tout le monde communique son avis en même temps (on peut le faire aussi en inscrivant un chiffre de 1 à 10 sur une ardoise) diminue le risque de « *suivisme* ».

L'**application Plickers** permet à chacun d'exprimer son point de vue en même temps et de façon anonyme. Les participants sont donc sincères, car ils ne craignent pas le jugement des pairs. Chaque participant reçoit un square code. Selon qu'il le présente en orientant l'une ou l'autre des quatre faces vers le haut, il exprime sa préférence pour l'une ou l'autre des quatre options proposées. L'animateur parcourt le public avec son smartphone et obtient immédiatement le nombre de participants favorables à chacune des options.

#### Pour que tout le monde parle

Certains participants peuvent avoir tendance à accaparer la parole. (Certaines études attestent que c'est une inclination masculine, mais il ne faut pas généraliser !)

Les bons à parole sont des « *tickets* » distribués aux participants au début du débat. Ils ne peuvent être cédés à quelqu'un d'autre. Quand quelqu'un prend la parole au cours du débat, il défause l'un de ses bons à parole en le déposant devant lui. Une fois son stock épuisé, il est réduit au silence. Ceci permet d'éviter que d'aucuns prennent trop la parole.

L'animateur propose prioritairement de parler aux participants qui ne se sont pas encore exprimés. Si on veut absolument que tout le monde s'exprime, il faut contraindre les participants à utiliser leurs bons au cours de la discussion. Il est toutefois davantage indiqué de respecter le droit de chacun de se taire.

## Pour que l'on s'écoute mutuellement

Il importe qu'une seule personne parle à la fois. Les apartés nuisent au sentiment d'être écouté et à la bonne marche d'un débat. Pour éviter cela, on peut utiliser un objet quelconque qui sert de « *micro* ». Seule la personne qui le détient (et l'animateur, garant du processus) peut s'exprimer. Si on craint que le micro soit accaparé trop longtemps par une personne, on peut utiliser un sablier. Le risque est que l'assistance soit, dans ce cas, davantage attentive au temps qui s'écoule qu'à ce qui est dit. Il est donc préférable que l'animateur gère la durée des interventions.

## Pour ouvrir les esprits

Un débat a plus de chance de porter du fruit s'il respecte quelques règles.

Il faut privilégier les **questions ouvertes**. Celles-ci élargissent le champ des réponses possibles. Les élèves peuvent ainsi plus aisément avoir des réponses différentes (par exemple : « *Qu'est-ce qui vous plaît ?* », « *Qu'est-ce qui vous dérange ?* », « *Quelles solutions pourrait-on imaginer à ce problème ?* », « *Que pensez-vous de ceci ?* », etc.). L'animateur peut dès lors aisément exploiter ces différences pour appeler la nuance, l'explicitation des points de vue. Les réponses traduisent des opinions, des réactions, des sentiments. On évite ainsi plus aisément le jugement, le risque que les participants s'efforcent davantage de communiquer la « bonne » réponse que celle à laquelle ils croient.

Il faut respecter l'**immunité** des participants. Nul n'est coupable de ce qu'il ressent. Les participants ont donc le droit d'exprimer les sentiments qui sont les leurs. Ils ont le droit d'être heureux, d'avoir peur, d'être tristes, d'être en colère, etc. L'animateur doit rassurer le participant qui exprime un sentiment politiquement incorrect (« *Les Noirs me font peur* », « *Je préfère mon chat au mendiant du coin de la rue* », etc.). Cela permet de libérer la parole, d'éviter certaines paralysies. Par contre, l'animateur conserve son statut d'éducateur et doit se montrer intransigeant sur les comportements problématiques. On a le droit d'être en colère contre les policiers (qui, par exemple, auraient causé du tort à un membre de la famille), mais on n'a pas le droit, pour autant, de leur cracher dessus.

Il convient de faire respecter quelques **règles** annoncées d'entrée de jeu : ne pas se moquer des autres participants et/ou de ce qu'ils disent, n'insulter personne, ne pas interrompre, ne pas être grossier, lever la main pour demander la parole, etc.

## Plus loin que le débat d'opinions : la philosophie avec des enfants ou des jeunes

*« Cette discipline, officiellement enseignée à partir de la classe de Terminale du lycée, se caractérise par la volonté de dépasser les écueils du simple débat d'opinions par une problématisation d'une réflexion de portée universelle sur la présence, la signification, les buts et conséquences de l'existence de l'Homme et du Monde. »* (Bruce Demaugé-Bost)

L'adhésion aux droits humains est une question de philosophie en ceci qu'elle dépend de la représentation que chacun a du sens global de l'existence humaine et du monde qui nous entoure.

Pour atteindre à ce niveau de réflexion, il importe d'éviter quelques pièges qui confinent le débat en dehors de la sphère de la philosophie tel que, par exemple, une joute argumentative ou la suite de propos généraux décousus, non reliés les uns aux autres..

Le débat de nature philosophique se construit en fonction des interventions des participants. Il ne connaît pas de déroulement prévisible, prédéfini. Il s'inscrit dans le registre du questionnement et n'aboutit pas à des réponses, à des certitudes, à des décisions. On ne cherche pas à tomber d'accord.

## Animateur ou expert ?

Certains enseignants objecteront à cette démarche leur méconnaissance des droits humains. Il n'est pas nécessaire d'être docteur en droit, en science politique ou en philosophie pour animer un débat. Il importe toutefois de trouver quelque intérêt au sujet traité.

Le plus souvent, le débat ne vise pas à transférer des connaissances, mais à développer la réflexion des élèves et leur capacité de structurer celle-ci de façon critique. Il s'agit, en d'autres termes, d'éveiller en eux le goût de la réflexion, du débat collectif respectueux des uns des autres, de l'échange, de l'écoute.

Il importe néanmoins que l'enseignant se prépare en identifiant les principaux arguments habituellement avancés dans les débats relatifs à la question traitée. Il pourra ainsi susciter l'apparition de ceux qui ne seraient pas mentionnés par les participants.

L'enseignant peut-il donner son avis personnel ? Les avis divergent sur cette question. Certains préconisent qu'il puisse partager un témoignage personnel, raconter son vécu, expliquer son avis. D'autres estiment qu'il ne peut en aucun cas le faire, car les participants se départiront (trop) difficilement d'accorder à son avis une force prescriptive. D'autres, encore défendent un point de vue intermédiaire : d'accord pour que l'enseignant communique son avis si et seulement si les participants l'ont sollicité et à la condition qu'il insiste au préalable sur le fait que ce n'est que son avis personnel et que chacun est libre de penser ce qu'il veut. Il importe en tout cas d'éviter que le débat « *oppose* » l'enseignant et les autres participants. Sa responsabilité n'est pas de donner du contenu (sauf s'il estime que certains arguments n'ont pas été formulés, auquel cas il les apporte sous forme de questions), mais de structurer ce qui est dit, de le reformuler, de faire apparaître les points d'accord et de désaccord dans un propos nuancé. Il met en exergue les questions clés ; si nécessaire, la discussion sur les points saillants interroge, le cas échéant, l'un ou l'autre participant pour rendre plus clair un enjeu important.